

TEXT OF SPEECHES

ON TUESDAY SEPTEMBER 14th a.m.

(plenary session)

19

l'Aspect Spirituel des Migrations

par Monseigneur EMILIO ROSSI, Délégué du Vatican pour l'Emigration

DANS L'ORDRE DES TRAVAUX FIXÉS POUR CE JOUR, nous en arrivons à l'examen de l'aspect spirituel du problème complexe des migrations, et notre pensée reconnaissante va spontanément vers le Saint-Père, Providence des exilés et sage ordonnateur de l'Assistance spirituelle des émigrants, le Pape de la Constitution *EXSUL FAMILIA*.

A l'hommage filial pour l'Auguste Pontife, j'unis celui qui va à ses plus intimes collaborateurs en ce domaine, Son Eminence le Cardinal Piazza, Secrétaire de la Sacrée Congrégation Consistoriale, S.E. Monseigneur Montini, Pro-Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, S.E. Monseigneur Ferretto, Assesseur de la Congrégation Consistoriale. Hommage qui s'étend aussi à la Hiérarchie des Pays-Bas, si soucieuse du bien spirituel des émigrants hollandais, et aux dévoués promoteurs et organisateurs de ce Congrès.

ASSISTANCE SPIRITUELLE AUX MIGRANTS

Assistance spirituelle : Nous entrons dans l'essence du problème. Pour construire en effet quelque chose de positif, pour promouvoir un mouvement d'hommes qui puisse s'insérer avantageusement dans la communauté sociale des divers pays, il faut une cohésion profonde, qui ne s'obtient que par le don sincère des coeurs à l'oeuvre commune: il faut une formation personnelle, qui domine les instincts de cupidité, de paresse, de jalousie, d'indiscipline, néfastes à la bonne réussite de l'émigration.

L'action de la religion est une condition indispensable à l'entreprise, et l'organisation économique elle-même s'en trouvera mieux ordonnée dans une collaboration consciencieuse et cordiale, et deviendra par le fait même moins onéreuse. Les hommes en retrouvant leur âme retrouveront aussi leur pain.

Mon rôle ici est particulièrement facile: il s'agit pour moi de vous présenter le texte du discours que S.E. Monseigneur Ferretto, Assesseur de la Sacrée Congrégation Consistoriale et chargé de l'assistance spirituelle des émigrants, a prononcé à l'Athénée du Latran à l'occasion du quinzième anniversaire de l'élection de Sa Sainteté. Dans ce discours, opportunément mis à jour selon les plus récentes dispositions, sont clairement exposées les règles données par la

Constitution *EXSUL FAMILIA* sur l'assistance spirituelle des émigrants. Le texte qui vous sera remis, est accompagné d'un résumé dans les langues française, anglaise, allemande, espagnole et polonaise. Je me bornerai donc à vous relire les idées directrices de ce document.

1. La Sacrée Congrégation Consistoriale étend sa compétence à tous les émigrants de rite latin, et, pour le cas où ceux-ci se rendraient dans des territoires dépendant de la Sacrée Congrégation De Propaganda Fide ou de celle pour l'Eglise Orientale, la Congrégation Consistoriale procédera en accord avec les susdites Congrégations.

2. Tous les prêtres de rite latin, même s'ils dépendent de la Propaganda ou des Orientaux — à moins qu'ils ne se rendent dans des territoires soumis aux dites Sacrées Congrégations — doivent se soumettre aux règles promulguées par la Congrégation Consistoriale, règles auxquelles doivent également se conformer les prêtres de rite oriental, qui émigrent en des territoires non soumis à leur Sacrée Congrégation.

3. Tous les prêtres d'Europe qui entendent émigrer outre-mer, doivent être munis, outre la permission „a quo” et „ad quem” de leur Evêque, d'un Rescrit spécial de la Sacrée Congrégation Consistoriale ou du Représentant Pontifical, autorisé en bonne et due forme par la Sacrée Congrégation Consistoriale.

4. Pareillement, tous les prêtres du monde entier, qui entendent se consacrer à l'assistance spirituelle des émigrants, des passagers à bord des navires et des gens de mer en général, doivent être habilités à ce ministère par la dite Congrégation Consistoriale.

L'ORGANISATION DE L'ASSISTANCE SPIRITUELLE

L'organisation de l'assistance spirituelle aux émigrants, dans les lieux d'émigration, se trouve illustrée au Chapitre III de la Constitution Apostolique. Elle est extrêmement simple et sa caractéristique réside en ce fait: alors que, pour une part, elle s'accomplit grâce à l'intervention directe du Saint-Siège, pour une autre part - tout en restant sujette à la vigilante surveillance du Saint-Siège - elle est complètement soumise à l'organisation diocésaine, voulue par le droit commun.

1. Les *Missionnaires des émigrés* constituent un corps de prêtres volontaires, diocésains ou religieux, préparés à cet apostolat spécifique par les soins de la Sacrée Congrégation Consistoriale, à laquelle il appartient de leur donner son approbation, de les nommer et de les destiner. Par cette nomination, qui ne comporte aucune sorte d'exemption, le Missionnaire est habilité à recevoir de son Evêque „ad quem” les pouvoirs nécessaires pour l'exercice de son ministère parmi les émigrés, y compris le soin des âmes. Toutefois, une telle forme d'assistance spirituelle possède un caractère extraordinaire (cfr. Discours du Saint-Père aux Missionnaires émigrés italiens, en date du 6 août 1952), et il est recommandé aux Evêques de la considérer comme un moyen de mise en oeuvre immédiate et facile dans le cas d'émigration commençante, temporaire et variable, alors que dans le cas d'émigration stable, on conseille la création de paroisses nationales, au sens propre du terme.

2. La *Mission avec charge d'âmes*, dont la création a besoin de l'indult du Saint-Siège, n'exige aucune organisation matérielle particulière et n'a même pas besoin d'une chapelle. Il suffit que le Missionnaire puisse user librement de l'église du lieu, selon les règles fixées par l'Ordinaire. La compétence du Missionnaire avec charge d'âmes, dans les limites territoriales qui lui sont assignées par l'Evêque, s'étend aux seuls émigrés et à leurs descendants au premier degré en ligne directe. Elle n'est pas exclusive, mais bien cumulative avec le curé du lieu, en sorte que les émigrés sont libres de recourir au Missionnaire ou au Curé. Le Missionnaire avec charge d'âmes peut être ministre extraordinaire de la Confirmation dans les cas prévus par le Décret „*Spiritus Sancti munera*”, et assister valablement, avec pouvoir éventuel de délégation, aux mariages, pour autant qu'un des contractants au moins soit de sa compétence religieuse.

3. Les *Aumôniers de bord*, en ce qui regarde leur nomination et leur destination, s'accordent avec les Missionnaires des émigrés. En dehors des facilités concédées par le droit commun aux prêtres „*iter maritimum arripientes*” et des pouvoirs proprement dits des Recteurs d'église, ils jouissent encore de nombreux privilèges qui leur ont été élargis par le Saint-Père à l'occasion de la fête de Saint Joseph de l'année en cours. Parmi ceux qui sont dignes d'une mention particulière, il convient de citer le pouvoir de confirmer dans les cas prévus par le Décret „*Spiritus Sancti munera*” et lorsque ce Sacrement risquerait d'être difficilement reçu par la suite, ainsi que la faculté d'absoudre de diverses censures.

4. Les *Directeurs des Missionnaires des émigrés et des Aumôniers de bord* sont habilités pour traiter avec les Evêques les problèmes concernant les Missions, pour contrôler et assister les Missionnaires et les Aumôniers, et maintenir tous contacts utiles avec la Sacrée

Congrégation Consistoriale. Leur office est en quelque sorte analogue à celui du Vicaire Forain. Des règles particulières président à la tenue des livres paroissiaux, spécialement en ce qui concerne les Directeurs des Aumôniers de bord.

5. Le cadre de l'assistance des émigrés de la part des Evêques se complète avec les *Directeurs nationaux pour les Oeuvres d'Emigration*, qui sont nommés par la Sacrée Congrégation Consistoriale, sur présentation des Evêques. Ces directeurs sont généralement les secrétaires des Commissions épiscopales pour l'Emigration. Leur charge principale est d'étudier et de mettre en oeuvre l'assistance aux émigrés.

6. Afin de maintenir une collaboration active entre les Evêques et la Congrégation Consistoriale, le Souverain Pontife a institué le *Conseil Suprême de l'Emigration*, dont le président est l'Assesseur de la Sacrée Congrégation Consistoriale; le secrétaire, le Délégué pour les Oeuvres d'Emigration; les membres, les Secrétaires des susdites Commissions épiscopales et tous les autres prêtres ayant une compétence particulière en la matière.

7. Il convient de mettre en lumière l'ampleur vigoureuse qu'a prise l'oeuvre de l'*Apostolatus Maris*, particulièrement depuis que Sa Sainteté Pie XII, en 1942, la confia à la Sacrée Congrégation Consistoriale. L'intérêt que la Sacrée Congrégation Consistoriale porte à l'avenir de cette Oeuvre providentielle s'est encore accru du fait que le Pontife régnant a non seulement étendu aux Aumôniers de l'Apostolat de la Mer les règles contenues dans la Constitution „*Exsul Familia*” pour les Aumôniers de bord, mais a encore institué un organisme central: le Secrétariat Général International de l'Apostolat de la Mer, dont le siège se trouve à Rome dans le Palais de Saint Apollinaire.

8. Le *Délégué pour les Oeuvres d'Emigration*, institué par la Sacrée Congrégation Consistoriale, auquel l'„*Exsul Familia*” consacre son Chapitre II tout entier, est la „*longa manus*” du Saint-Siège dans son action pour promouvoir, sous toute forme que ce soit, le bien spirituel de tous les émigrés, y compris ceux de rite oriental, et de tous les gens de mer.

LE SAUVETAGE DES PEUPLES

Dans la période tourmentée de cet après-guerre, caractérisée par l'angoisse de peuples entiers contraints à abandonner le sol natal, soit pour sauver la foi de leurs pères et leur patrimoine national, soit pour assurer un pain moins avare à leurs propres enfants, on a pu compter par milliers les épisodes tragiques ou émouvants. Je voudrais, en terminant, en citer un qui me fut rapporté, lorsque j'étais secrétaire du Bureau d'information au Vatican, par un aumônier de la Marine de Guerre. C'était un prêtre d'une soixantaine d'années, qui avait maintes fois parcouru la Méditerranée à bord d'un navire qui était en service entre la Sicile et la Lybie. Après

avoir longtemps échappé aux embûches des sous-marins et à la menace des bombardements aériens; un matin d'un brumeux mois de novembre, le navire était en route pour la Sicile, quand tout à coup il fut frappé en plein par une bombe qui le fit sauter et dispersa les débris à la surface de la mer. L'aumônier, sauvé par un miracle sur une chaloupe, aperçoit dans la grisaille de l'atmosphère, se détachant sur une tâche d'huile, la silhouette d'un jeune homme agrippé sur une épave, et qui faisait mécaniquement un mouvement de la main droite de l'épaule à la hanche. S'approcher, chercher à le sauver fut pour le coeur intrépide du vieil aumônier l'affaire d'un instant; mais plus il s'approchait, plus le jeune homme faisait le geste de se jeter à la mer. C'était un jeune officier: la violence du choc lui avait fait perdre la raison. L'âme sacerdotale de l'aumônier pouvait-elle se résigner à l'abandonner? Il se mit au contraire à rivaliser d'adresse avec lui pour réussir à le surprendre et à le sauver malgré lui. Et il eut le bonheur de réussir dans son héroïque entreprise. En me racontant l'épisode, les larmes

aux yeux, il ajoutait avec une joie toute intime, que le jeune homme était maintenant guéri et de retour dans sa famille.

Ne vous semble-t-il pas aujourd'hui encore, dans le naufrage qui menace l'humanité — devenue folle, au point de subvertir le sens naturel des choses les plus sacrées et les plus chères — la fragile barque de Pierre, l'Eglise, fidèle au mandat reçu de son Divin Fondateur, demeure un grand moyen de sauvetage et de pacification des peuples?

L'émigration de tant et tant d'hommes constitue un des aspects les plus importants de la situation présente, et chacun de nous, dans l'humilité de sa conscience, est appelé à faire partie de l'équipage benî qui se dévoue à cette suprême oeuvre de salut. Dieu veuille que, par l'intercession de Marie Immaculée, nous soyons fidèles à cet appel, dociles à la grâce, généreux dans le dévouement, afin d'être vraiment, en une heure si grave, les ouvriers infatigables et efficaces qui reconstruiront sur tant de ruines la Cité de Dieu!

SHORT SUMMARIES OF NATIONAL REPORTS

SOUTH AFRICA

by Reverend P. HOFFEND S.A.C.

SOUTH AFRICA WOULD SEEM TO OFFER GREAT possibilities for large scale immigration. It has a good, healthy climate and is a vast country with a comparatively small European population (2½ million Whites and about 9 million Natives, Coloureds and Indians), a land with great natural resources and a remarkable industrial development and every indication of greater expansion of this development in years to come.

De facto, however, there has been no great movement of people from Europe to the Union of South Africa as one might have expected after the second world war, and in particular, South Africa has made no noteworthy contribution towards solving the problem of rehabilitating the displaced persons of Europe. One of the main reasons is the immigration policy of the Union Government. It is a very selective one; the granting of immigration permits is restricted to members of such races, nationalities, professions, who, in the opinion of the Government, can be expected to make a positive contribution to-

wards the development of the country and who are likely to fit into the political, racial, social pattern of South Africa as designed by the Government. Employment in a well-defined profession must be secured before a permit for permanent residence is granted, and immigrants are supposed to exercise this profession for a period of at least three years.

Exceptions are made, however, in the case of immigrants from Holland who immigrate under the auspices of the so-called „Guarantee-Fonds”, a fund created in the Union by prominent Hollanders or naturalised old-Hollanders of various churches. Such an immigrant may land in the Union without having secured a position. The fund guarantees to pay his transport back to the mother country should he fail to establish himself in South Africa.

There has been little „recruiting” overseas on the part of the South African Government or other public authorities, and the results seem to have been not too encouraging for either side.

It is also a fact that coming to South Africa has

brought disappointment to quite a large number of immigrants especially from England. The percentage of those who either returned to their home-country or left the Union for other parts of Africa, especially the Rhodesias, has at times been unusually high. The reason for such disappointment is generally not a financial or economic one; wages are good and the standard of living comparatively high. It is usually due to the fact that these immigrants cannot or are not prepared to be assimilated nor to feel happy and secure either in the political or the racial and social situation peculiar to this country. South Africa is indeed faced with gravest internal problems which are not easily understood and not seldom misrepresented in overseas countries, problems, for which not even an honest South African citizen can dare to offer a quick and ready-made solution.

It is evident from the above that emigration to South Africa can only be undertaken and encouraged on an individual basis and that, in order to avoid disappointment it is essential to give to potential immigrants full information on actual conditions prevailing in South Africa, with reference also to its political and racial set-up. When advising non-English speaking Catholic emigrants it should also be borne in mind that the total Catholic European population of S.A. is only approx. 110.000.

CATHOLIC ASSISTANCE TO IMMIGRANTS

The Settler's Catholic Advisory Bureau, Johannes-

burg, in conjunction with the Association of Dutch-speaking Catholics, both under the able Chairmanship of Dr. J. F. H. Custers, has been giving valuable assistance in the placing, reception and integration of Catholic emigrants, especially from Holland. But it is all spare-time activity and under-taken on a purely voluntary basis. Lack of funds make it impossible to employ a full-time secretary for the Bureau.

The creating of such a full-time post is an urgent necessity and could bring immense help to potential Catholic immigrants who seek a new home in S. Africa and to immigrants who have arrived in this country and find difficulties in their transition period. Some progress has been made in the care for the spiritual needs of Catholic German immigrants who have settled in the Johannesburg and Pretoria area by the appointment of two German speaking priests with the assistance of the German Hierarchy in terms of the Encyclica „Exsul Familia”. It is expected that soon similar provision will be made for Dutch-speaking Catholics.

The recently established National Catholic Social Welfare Department of the S.A. Catholic Bishops' Conference in Pretoria, has been charged by the Administrative Board that Conference to act as co-ordinating centre for the Catholic activities in the field of immigration in South Africa and as correspondent to the International Catholic Migration Organisation Overseas.

ARGENTINA

by Rt. Rev. Msgr. ALBINO MENSA

In Argentina the work on behalf of immigrants takes place on three different levels: on the National level, on the Diocesan and in the Parishes.

ON THE NATIONAL LEVEL

We have three offices: the Presidency or Directorship of the CCAI, the Technical Secretariat (Field Office of the ICMC) and the General Secretariat. The officials in charge of each of them form the executive board of the CCAI. At the same time they coordinate the work of the Dioceses of the country.

The Commission has in Buenos Aires social workers who receive the immigrants in the port. The General Secretariat then sends the data of each family who has arrived to the respective parish priest, inviting him to visit the family and to assist them in every necessary way.

There is close cooperation between the CCAI and the local mission of ICEM, who passes on to us all cases requiring social work.

The Commission is also integrated with fourteen National Directors of foreign communities, who work with their respective committees.

ON THE DIOCESAN LEVEL

Each Bishop has named a Diocesan Director of the CCAI, and each of the directors is forming his Diocesan Secretariat. They develop the task of the CCAI in their territory, including spiritual, social and material assistance to immigrants.

They are in constant touch with the Technical Secretariat and with the office of the General Secretariat.

At the end of next October all the Diocesan Directors will meet in Buenos Aires for three days in order to study intensely the organization and function of their work.

Their effectiveness has, however, already been proved in the celebration of the first Immigration Day in November 1953, which was a great success and helped

considerably to awaken the interest of Catholics in the problems of migration.

IN THE PARISHES

The information on newly arriving families to the parishes, which is sent by the central board, has created very important work in the parishes. Some of the parish priests not only visit the immigrants and keep in touch with them, but have

started to organize them. Quite a number of parish centres for immigrants have been formed, with the purpose of keeping the immigrants in touch with the parish and generally also with the special purpose of having a Mass for immigrants on Sundays.

Some of the foreign committees have special retreats for the newcomers, with great success.

We can conclude therefore that in Argentina the Church is doing her best to be present in the efforts to solve the urgent problem of migration.

AUSTRALIA

by H. GRACE Archbishop P. M. O'DONNELL

I have travelled the long distance from Australia at the request of the Australian Hierarchy to represent the Church in that distant land at this international Congress. That the National Director and myself are both present is a sufficient indication of Australia's interest in the work of the Congress and of the awareness of the Australian Hierarchy of its obligations in regard to migration. To have been present at this Congress has been for me a happy and indeed a profitable experience. It has been pleasant to meet and converse with so many personages of international repute in the field of migration and to learn at first hand of methods and trends and difficulties encountered by the various national groups interested in this vital problem.

Immigration on its present large scale was a problem that Australia had to face soon after the conclusion of World War II. It was something new and unprecedented and had to be handled carefully by the Government. It was necessary to fix an annual quota as regards numbers so as not to upset the balance of employment and the national economy in general; to make provision for the housing, conditioning in the Australian way of life, employment and assimilation of the newcomers. New departments of Federal and State Governments had to be set up to cope with the various aspects of immigration. Australia opened its doors to migrants for a variety of reasons, principally to meet its obligations to refugees and to relieve the burden on over-populated countries; to increase its own population so as to develop the vast resources of Australia; to build up a strong population for purposes of defence in the case of any future aggression. I may add here that the policy of admitting migrants in such large numbers, inaugurated by a Labour Government, had the support of all political parties, is enthusiastically implemented by subsequent governments and as a matter of national importance is outside the sphere of party politics. Many voluntary organisations were

set up to implement the work of the government from which they received cooperation, encouragement and direction. The Church was early in the field. Here was a work of great Christian Charity in which it could help, a work so dear to the paternal heart of the Holy Father and commended by him so often in words of fervid appeal. By direction of the Hierarchy an Episcopal Committee for Migration was set up. It subsequently became known as the Federal Catholic Immigration Committee. Its activities are directed from a central permanent office in Sydney which is under the direction of a National Director, the Right Rev. Monsignor Crennan, who is present at this Congress and is now a member of the I.C.M.C. Besides this National Office, each diocese has its own organization, office and diocesan director, but they all form part of one general organization under the Direction of the Episcopal Committee and the National Office. Most diocesan offices have their own particular voluntary committees of men and women to help in various ways, principally in catechetical instruction, in welcoming migrants to their family circles and helping generally in the work of assimilation. The provision of chaplains for all the dioceses, their remuneration, and the general financing of the organizational framework are directed and managed by the national office. Migration Sunday comes annually when special sermons are preached exhorting the faithful to cooperate in the work and to help the immigrants in every way possible both spiritually and materially. Migration Sunday is observed in every Catholic church throughout Australia. Special collections are taken up to meet the financial obligations of the Episcopal Committee. The organisation already well formed had easily fitted in to the framework of the Apostolic Constitution „*Exsul Familia*” which it welcomed wholeheartedly as expressing the loving care and solicitude of the Holy See for the plight of so many who are forced to leave their homeland to seek a

livelihood in foreign lands and as an authentic guide and directive of the highest authority and value. The common objective of this organized activity in the interests of migrants is definite and simple. It aims ultimately and at the earliest moment to bring the migrant in contact with the pastor of his new place of residence in city, town, country, camp or hostel. This objective is being successfully accomplished and the way is then open for the migrant, with the sympathetic help of the pastor or his own national chaplain to link up with the religious and civic life of his surroundings.

I should like to pay tribute here to the splendid cooperation accorded to our organisation by our Commonwealth and State Governments in all matters pertaining to our work. The Governments readily recognise the value of our ecclesiastical organization in helping the work of assimilation. An important part of that cooperation is the facilities it readily grants for the provision of chaplains on migrant ships between the United Kingdom and Australia and for provision of accommodation in hostels and camps for chaplains of various nationalities. During the past six years Australia has received migrants to the number of about 800,000. Of these a great number are Catholics. They are ministered to by the parochial clergy aided by about one hundred chaplains representing twenty different nationalities. Several of the diocesan offices have set

up subsidiary departments and secretariates for material aid to the immigrants; to help in securing suitable employment, to give expert advice on many matters dealing with land purchase and acquisition, housing, and the many problems dealing with social welfare. The assimilation of migrants into the Australian way of life is necessarily slow and had to be cautiously approached. One cannot expect the migrants to break suddenly with their own traditions and culture nor are they encouraged to do so. Rather are they encouraged to retain their traditions while becoming at the same time an integral part of the Australian people. In this way our own culture can be enriched with the addition of the ancient traditions and culture of the older countries. The children of migrants attending our Catholic schools very quickly acquire the English language and are a valuable help to their parents in fitting in to their new surroundings. Our Australian organisation gladly pays tribute to the I.C.M.C. and its subsidiary bodies for the valuable help it affords in so many ways. We trust that our own cooperation is of some help to the central bodies in this great work which is so near to the Sacred Heart of our Divine Lord, is so dear to the paternal heart of our Holy Father the Pope and which is amongst the highest forms of Christian Charity we can perform in the exceptional circumstances of these sad times.

AUSTRIA

von Msgr. HERMANN PFEIFFER

Eigentlich müßte an meiner Stelle einer der Fachleute auf dem Gebiet der Auswanderungsfrage sprechen. Wenn ich auch selbst kein solcher Fachmann bin, kann ich doch sagen, daß das Problem auch in dem kleinen, nun schon fast 10 Jahre befreiten, aber noch immer nicht freien Land Österreich, ein wichtiges ist. Es handelt sich für Österreich besonders darum, die richtige Einstellung zur Auswanderung sowohl der Österreicher selbst wie auch der in Österreich lebenden Flüchtlinge zu finden. Die Gründe, warum Österreicher auswandern, sind folgende: Die Sehnsucht nach einem Land, in dem man ohne Kriegsfurcht leben kann; der Wunsch nach einer gesicherten Existenz, die Familiengründung erlaubt; Lust nach Abenteuern und den in einer gewissen Propaganda immer wieder phantastisch geschilderten wirtschaftlichen und finanziellen Möglichkeiten im „Goldenen Westen“. Bisher haben sich Staat und Kirche in die ganzen Auswanderungsfragen nicht sehr stark eingeschaltet. Die Grundtendenz der Haltung war eine gewisse Reserve. Es

sollten besonders Österreicher zur Auswanderung nicht aufgemuntert werden. Dies versteht man auch, wenn man die geringen Geburtenziffern unseres Landes betrachtet. In letzter Zeit ist die Zusammenarbeit der österreichischen Caritas mit der ICMC inniger geworden. Es besteht nun auch eine Auswanderungsberatungsstelle, die in engster Zusammenarbeit mit der ICMC die Auswanderer berät und ihnen auch die Auswanderungsdarlehen vermittelt. Auch die Bischofskonferenz wird sich auf ihrer Herbstbesprechung mit diesem Problem befassen. Wir hoffen, daß die Bischöfe auch einen Betrag für einen sogenannten Counterpart zur Verfügung stellen werden¹⁾. Der Hauptakzent der ganzen Arbeit ist seelsorglich. Der Kongreß hier in Breda hat allen österreichischen Vertretern starke Impulse gegeben, für die wir von Herzen dankbar sind und die wir auch in unserer Heimat auswerten wollen.

¹⁾ Es ist dies in der Bischofskonferenz vom 5.6. 1954 in der Höhe von S. 250.000 auch bereits geschehen.

Abschließend möchte ich Ihnen noch eines sagen: So vorsichtig wir auch bezüglich Propaganda für die Auswanderung sind, eines propagieren wir sehr: eine kurzfristige Einwanderung unserer lieben Freunde aus dem Ausland, damit sie die Schönheiten,

mit denen der Herrgott unsere Heimat ausgestattet hat, damit sie seine Kultur, seine Religion und seine Menschen kennenlernen. Deshalb lade ich Sie alle recht herzlich ein: Kommen Sie bald einmal nach Österreich!

BELGIUM

par M. R. GHEISEN

NOUS VOUS REMERÇONS DE L'OCCASION QUI NOUS est donnée de dire quelques mots sur l'action entreprise en Belgique par FAMAC en faveur des candidats-émigrants. Ainsi l'action catholique d'émigration sera mieux connue à l'étranger.

Il n'y a dans notre pays qu'un seul organisme libre qui s'occupe de documenter ses membres à ce sujet et qui tient également ses services à la disposition des non-membres: FAMAC.

FAMAC groupe toutes les familles catholiques du diocèse de Bruges et a pour but de développer l'action familiale dans le milieu agricole. Ayant constaté la grande incidence de l'avenir sur la vie familiale dans ce milieu, nous avons décidé, en plus de l'examen des perspectives d'avenir offertes par notre pays, d'entreprendre l'étude approfondie du problème de l'émigration dans son ensemble et d'étudier autant que possible les pays d'immigration.

On ne connaît pas en Belgique l'émigration par groupe, mais bien par famille ou individuellement. Nous avons d'ailleurs à tenir compte des facteurs suivants:

1. le nombre d'agriculteurs désirant émigrer est très restreint;
2. des centaines de familles flamandes s'établissent chaque année dans la partie meridionale du pays (Wallonie);
3. le Congo Belge, notre colonie, offre annuellement une centaine de places à l'agriculture;

4. nombreuses sont les familles flamandes au Canada, qui font venir isolément parents et amis.

Outre la documentation fournie par FAMAC les candidats-émigrants reçoivent des renseignements complémentaires par l'intermédiaire des ambassades. L'ambassade canadienne en Belgique possède un service, qui se charge, à notre demande, d'organiser à l'intention des candidats des journées d'étude avec projection de documentaires. C'est incontestablement un excellent moyen de mieux faire connaître à notre population rurale les vastes possibilités d'avenir offertes par ce pays.

Les critères adoptés par FAMAC en vue de l'acceptation des candidats-émigrants se basent sur les considérations suivantes:

1. volonté
2. sobriété
3. ardeur au travail
4. capacité technique
5. esprit d'entreprise
6. conviction religieuse profonde
7. épouse „emigration-minded”

Les candidats-émigrants subissent une sélection sévère afin de limiter dans la mesure du possible les cas d'insuccès.

Nous souhaiterions la création de centres d'accueil dans les divers pays d'immigration, afin de soutenir et encourager les immigrants au départ de leur „vie nouvelle”.

BRASIL

von Dr. ARTHUR FISCHER

ALS EINZIGER VERTRETER BRASILIENS UND DELEGIERTER des Katholischen Einwanderungssekretariates von Porto Alegre (Secretariado Catolico de Imigração), Hauptstadt des südlichen Staates Rio Grande do Sul, habe ich die Ehre allen werten Teilnehmern des Wanderungskongresses von Breda die freundlichen Grüsse meines katholischen Vaterlandes auszusprechen und den Wunsch zu äussern,

dass die sorgfältig vorbereiteten Arbeiten der Konferenz und ihre gefassten Beschlüsse die Menschen gutens Willens der ganzen Erde, mehr und mehr einigen mögen im Geiste der katholischen Kirche und im Sinne einer engen und wohlwollenden Zusammenarbeit aller Christen, zur Lösung der aktuellen und akuten Wanderungsprobleme. Zuerst möchte ich einen Brief des Hochw. Weih-

bischofes von Rio de Janeiro, Dom Helder Camara, President der Katholischen Nationalen Einwanderungskommission (Comissão Nacional Católica de Imigração), der an Herrn Mr. Norris, President des Kongresses, gerichtet ist, vorlesen, zur gefälligen Kenntnisnahme dessen Inhaltes.

In dem vorgelesenen Briefe entschuldigt sich Dom Helder Camara, dass er weder persönlich, noch durch einen Spezialvertreter an dem Wanderungskongress teilnehmen kann, weil die vielen und grossen Arbeiten des Eucharistischen Internationalen Kongresses von Rio de Janeiro, die er als President des Exekutivausschusses leitet, es seiner Exzellenz unmöglich machen sich von Brasilien zu entfernen. Weiter macht seine Exzellenz den Vorschlag, dass anschliessend an den Euch. Internationalen Kongress in Rio, eine Wanderungskonferenz einberufen werden möchte, um die wichtigsten Wanderungsprobleme, die für Südamerika in Frage kommen, näher zu besprechen.

Brasilien ist ein Land von unbegrenzten Möglichkeiten.

Auf einer Fläche von 8.500.000 Quadratkilometern leben nur zirka 50 Millionen Einwohner, die noch dazu zum grössten Teil an der 8000 Kilometer langen Küste des Atlantischen Ozeans entlang angesiedelt sind. — Sein Volk von katholischer und demokratischer Tradition, ist einfach und gut. — Weisse und Schwarze sind vor dem Gesetz gleichberechtigt. Und trotz getrennten sozialen Lebens, verstehen sie sich und leben in Frieden und Harmonie.

Im weiten Hinterland von Brasilien besteht noch ein Weltraum von unübersehbaren Urwäldern, die sich von Paraná, Sao Paulo und Minas Gerais aus über Matto Grosso, Goiás und Amazonas hinwegziehen, wo noch Millionen von Menschen eine Lebensexistenz finden könnten, wenn die brasilianische Regierung die nötigen Geldmittel besässe für Entwicklung und Ausbau des Verkehrswesens und die führenden Personen das angemessene Verständnis hätten für die Ausführung eines praktischen und objektiv ausgearbeiteten Einwanderungsprogrammes.

Aber auch in der brasilianischen Industrie, die sich in den letzten 15 Jahren überraschend und vielseitig entwickelt hat, ganz besonders in den Staaten Sao Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais und auch Rio Grande do Sul, bestehen noch grosse und gute Möglichkeiten für Fachleute aller Art. Die Einwanderer müssen Anpassungsgeist und Verständ-

nis für die brasilianische Realität mitbringen und durch ausharrende Arbeitsbereitschaft die Chancen, die ihnen geboten werden, auch in ihrem Interesse ausnutzen.

Die offizielle Sprache in Brasilien ist portugiesisch, aber in den südlichen Staaten, von Sao Paulo bis Rio Grande do Sul, wo Subtropen-Klima besteht, wird auch viel deutsch und italienisch, sowie ein wenig polnisch und holländisch gesprochen, weil in diesen Staaten sich in den letzten 100 Jahren schon grössere Mengen von Deutschen und Italienern, sowie kleinere Gruppen von Polen und Holländern angesiedelt haben.

Wünschenswert wäre es für mein Vaterland, wenn man die grossen noch brachliegenden Landflächen, die sich um alle grossen Städte ziehen, für eine organisierte und rationelle Stadtrandsiedlung, zum Anbau von Gemüse, Früchten, Hühnerzucht, Milchwirtschaft u.s.w. verwenden würde, mit Ansiedlung von europäischen, ausgesuchten, katholischen Bauern. — Tausende von Familien könnten sich auf diese Weise ein neues und solides Heim aufbauen, zu ihrem Wohlsein und zum Nutzen und Reichtum des Landes.

Und ganz besonders in der Landwirtschaft benötigt Brasilien neue Kräfte und moderne Methoden, um sie in ihrem Rückgang aufzuhalten und durch fachmännische Bearbeitung und Erneuerung des Bodens, die Fruchtbarkeit zu steigern und die Produktion zu vermehren und tragbarer zu gestalten. Besonders in Frage für diesen Plan kommen die Staaten Paraná, Santa Catarina und Rio Grande do Sul, nicht nur wegen des gemässigten Klimas, das in diesen Südstaaten besteht, sondern auch wegen der Umgebung von europäischen Siedlungen, die in diesen Gebieten von früheren Einwanderungen her stark vertreten sind.

Das katholische Brasilien, mit seinen grossen unbebauten Landflächen, das nach den geografischen Bestimmungen in der Landwirtschaft seinen Reichtum und seine ökonomische Unabhängigkeit suchen muss, dürfte die Einwanderung von guten katholischen Bauern aus Europa sehr begrüssen und mit offenen Armen empfangen.

Eine derartige Einwanderung würde sich nicht nur auf dem wirtschaftlichen Felde bemerkbar machen, sondern auch der katholische Glaube würde gestärkt werden durch neues Blut und neue Kraft. Ich danke allen für die Aufmerksamkeit und den guten Willen.

CANADA

par M. C. E. COUTURE

A TITRE DE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE d'Établissement Rural, j'ai le plaisir de vous dire quelques mots du Canada. Je vous fais tout de suite remarquer que le type d'immigrant a changé en ces dernières années. En fait, l'on avait l'habitude d'accueillir au Canada des immigrants du type rural ou paysan vu que c'était surtout dans le domaine de l'agriculture que notre pays offrait des possibilités d'établissement. Depuis le tournant du siècle et surtout depuis la dernière guerre le Canada s'est industrialisé à une cadence extraordinaire en sorte qu'il a eu besoin, qu'il a encore besoin d'ouvriers spécialisés. Pour cette raison les immigrants venus chez nous depuis la fin du dernier conflit sont pour la plupart des hommes de métier; ils se sont dirigés vers les provinces du centre du pays, l'Ontario et le Québec plutôt que vers les Plaines de l'Ouest, autrement dit les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, comme ce fût le cas dans le passé. La Canada est l'un des pays qui a accepté le plus grand nombre de réfugiés et d'immigrants depuis 1945, soit plus d'un million dont une proportion très importante de catholiques. En 1953, 44.7% de la population totale du Canada est de religion catholique. Des quatorze millions d'habitants, environ six millions sont catholiques. Ces catholiques sont en très forte majorité établis dans l'est du pays, soit à Terre-Neuve, dans l'Île du Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et surtout au Québec où 88% de la population est de religion catholique. De 1951 à 1953, par ordre d'importance, les groupes suivants d'immigrants catholiques se sont établis en majorité dans l'Ontario et ensuite au Québec: 62,643 Allemands, 46,418 Italiens, 39,438 Hollandais et 16,800 Polonais.

L'affluence au pays de contingents de familles aussi considérables a nécessité la mise sur pied de toutes sortes d'institutions et de services religieux. Au seul Canada français les organismes catholiques ont accueilli aux ports et aux gares au-delà de 127,000 immigrants, dépensant à cette seule fin quelque \$ 390,000.; ils ont prodigué des soins médicaux à

quelque 6,700 immigrants effectuant ainsi une dépense d'argent de plus de \$ 400,000., ceci sans compter les programmes d'éducation et de loisir, les services religieux et les programmes d'établissement de familles. Au seul chapitre du regroupement des familles, l'on a affecté un montant de quelque \$ 200,000. En somme, dans les seuls diocèses français du Canada, l'Église, par le truchement de ses diverses associations et services, a dépensé en frais d'administration seulement, une somme excédant les \$ 400,000.

Mais les diocèses anglais du pays ont fait tout aussi large leur part de dévouement et d'organisation matérielle à l'avantage des immigrants. Pour vous donner une idée du travail qui s'est effectué, je cite en exemple le diocèse de London, Ontario, où l'on a mis sur pied un Conseil diocésain pour l'immigration catholique qui réunit des prêtres de onze nationalités différentes en vue de la coordination du travail dans les différentes sphères d'activité. L'on a créé des centres d'immigration en plusieurs endroits, centres qui sont chargés de l'accueil, de l'éducation, de l'intégration et du placement des immigrants. Depuis 1948 l'on a accueilli dans ce petit diocèse 27,893 catholiques dont 4,771 familles complètes qui groupent 2,531 enfants en bas de 8 ans et 5,540 entre 8 et 21 ans. Le plus fort groupe est celui des Italiens avec 6,000; vient ensuite le groupe des Hollandais avec 5,200 suivis des Slovènes avec 3,500. Au cours des cinq dernières années seulement le diocèse de London a fait des avances d'au-delà de \$ 400,000. pour de nouvelles églises, de nouveaux presbytères, des salles paroissiales, etc.

Jé regrette que le temps ne me permette pas de vous fournir de plus amples détails sur le travail qui se fait au Canada. Les quelques données statistiques que je viens de vous fournir vous permettront, jé l'espère, de vous faire une idée de l'ampleur des problèmes que crée chez nous l'affluence des nouvelles populations. Soyez-en convaincus, l'Église fait tout en son pouvoir pour rendre aux Néo-Canadiens tous les services dont ils peuvent avoir besoin.



FRANCE

par Rév. R. BRAUN S. J.

La situation de la France, au regard des migrations, est assez complexe. En effet, si elle est, avant tout, un pays d'immigration, elle a également une certaine émigration.

LA FRANCE, PAYS D'IMMIGRATION

Les Possibilités

Un sol et un sous-sol riches, une population qui pourrait être plus nombreuse, ce qui s'explique par les pertes des deux guerres et une natalité très faible pendant de longues années, font de la France un pays d'immigration. Personnellement, comme beaucoup de spécialistes, je crois que les possibilités d'immigration sont grandes. Cependant, une sourdine est nécessaire: vu les difficultés d'ordre économique et social — résultats de la dernière guerre — vu aussi certains remaniements économiques, conséquence du Plan Monnet, du Pool Charbon Acier, du Pool Vert, un programme d'immigration intensive ou tout au moins, un programme en harmonie avec les possibilités matérielles, n'a pu être réalisé. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'invoquer la xénophobie française. A proprement parler, le Français n'est pas xénophobe. Il montre plutôt un certain manque d'intérêt pour certaines questions, telle que l'immigration, et une très réelle défiance de qui n'est pas de chez lui. Pour être franc, il faut bien avouer que certains événements comme ceux qui ont accompagné la tragédie de Juin 1940 — ou même d'autres moments de l'histoire des 40 dernières années — expliquent en partie, sans l'excuser complètement, cette défiance.

Parfois, dans les réunions internationales auxquelles j'ai participé sur les problèmes migratoires, on parle beaucoup — et même beaucoup trop — des fermes dites abandonnées. Il semblerait que la majorité des fermes de France soient à l'abandon. Il y a là une très réelle exagération qui fausse souvent les discussions sur les possibilités d'immigration en France. Certes, il y a des fermes abandonnées. Mais il n'y en a pas uniquement en France. J'en ai vu en Bavière et en Autriche. D'autre part, pourquoi sont-elles abandonnées? Parfois, c'est par suite de l'exode des populations rurales vers la ville ou par suite de l'extinction des familles faute d'enfants, ou après l'hécatombe des guerres de 1914—1918 ou de 1939—1944. Mais la plupart du temps, il s'agit de fermes ayant des terres pauvres et donc de rendement difficile. La réorganisation économique à laquelle nous assistons (Plan Monnet — Pool Vert) se propose, m'a-t-on dit, de reboiser certaines régions pauvres où se trouvent des fermes abandonnées. Il serait donc nécessaire de ne pas généraliser trop vite et de ne pas étudier ce problème de l'immigration

en France uniquement sur les données statistiques parfois un peu sommaires.

Il ne faut pas oublier, enfin, que si certaines provinces françaises sont insuffisamment peuplées, d'autres sont véritablement surpeuplées. Aussi, il existe un programme de migrations intérieures assez développé et qui prend chaque jour plus d'ampleur, en particulier, sur le plan rural. Ce programme de migrations intérieures complique singulièrement les réalisations d'immigration venant de l'étranger.

Ces quelques nuances bien établies, comme je l'ai dit plus haut, il reste que pour des raisons économiques ou sociales, conséquence des blessures de la dernière guerre, l'immigration de ces dernières années en France a été insuffisante. Monsieur Vincent a même parlé d'„échec complet”.

Cependant, une immigration étrangère en France doit être possible. Et par immigration étrangère, je n'entends pas, évidemment, l'entrée constante et toujours plus importante de Nord-Africains, estimés aujourd'hui à environ 300.000 en territoire métropolitain. Cette immigration étrangère, qui devrait être possible sur une assez grande échelle, est difficilement réalisable dans l'immédiat. Il ne faut cependant pas désespérer.

Il importe également de signaler ici la nécessité, pour toute immigration, de passer obligatoirement par des organisations françaises et de respecter les lois françaises. Il est hors de doute que certains raidissements se sont opérés dans la politique française d'immigration parce que certaines organisations étrangères — et parmi elles, on en compte de catholiques — ont travaillé ou voulu travailler directement en France sans passer par les organisations françaises; ou encore parce que trop de migrants entrés en France avec un visa de tourisme — ou même simplement de transit — se sont efforcés de demander sur place autorisation de séjour et carte de travail. Ils n'ignoraient pas la nécessité de s'adresser préalablement au Consulat français de leur région. Mais ils voulaient aboutir plus sûrement et se disaient qu'„en France, tout finit par s'arranger”. Ces nombreuses infractions ont abouti à des mesures restrictives et à une attitude moins accueillante.

Il existe en France des organisations privées qui s'occupent de migrations — le Secours Catholique, branche française de la C.I.C.M., en est une. Ces organisations travaillent dans le cadre de la législation en vigueur. Il est d'une nécessité absolue de ne pas les ignorer.

Les Réalisations

Les documents très intéressants qui nous ont été envoyés pour la préparation du Congrès, présentaient

de nombreuses statistiques. Je m'abstiendrai donc de donner des chiffres. Je me bornerai à indiquer d'une manière assez schématique, les réalisations et activités sur le plan de l'immigration en France, surtout du côté catholique.

Le Secours Catholique a inscrit parmi ses buts „d'apporter, partout où le besoin s'en fera sentir, à l'exclusion de tout particularisme national ou confessionnel, tout secours et toute aide, directe ou indirecte, morale ou matérielle, quelles que soient les opinions philosophiques ou religieuses des bénéficiaires”.

Cette règle générale inspire notre action en matière de migration.

L'activité du Secours Catholique s'étend à l'assistance juridique, sociale, matérielle et morale mais non religieuse. L'assistance religieuse relève de la Commission Episcopale pour les Étrangers, dont Mgr Rupp est le Secrétaire Général. Mgr Rossi a eu l'amabilité de me dire que grâce au travail de Mgr Rupp, la France était le premier pays qui ait organisé largement et généreusement, d'après la Constitution *Exsul Familia*, les aumôneries étrangères en paroisses.

Sur le plan de l'immigration, la France s'est trouvée être un pays de regroupement de réfugiés et d'immigration.

Le regroupement des réfugiés a été rendu possible par suite de la politique du droit d'asile. Le droit d'asile est inscrit au préambule de la Constitution de la IV^{ème} République et il y a exactement la même importance que le droit de grève. Il ne s'applique évidemment qu'aux réfugiés visés par les conventions internationales de protection.

Ce droit d'asile a toujours été pratiqué par les autorités françaises avec beaucoup de libéralité. A titre d'illustration, on estime à environ 6.000 le nombre de réfugiés entrés clandestinement chaque mois pendant l'été de 1948, uniquement par les frontières d'Alsace et de Lorraine (du Luxembourg à la Suisse). Et ils n'ont pas été refoulés.

Pour aider ces réfugiés entrés clandestinement, de nombreuses oeuvres privées se sont créées, de toutes nuances, d'inspirations religieuses les plus diverses ou tout simplement, neutres. Ces oeuvres, on en compte 28 importantes, se sont groupées en un Comité de Liaison afin d'harmoniser leur action.

L'activité du Secours Catholique, sur ce point de l'assistance aux réfugiés, peut se résumer comme suit:

Assistance juridique — Nombreuses interventions pour régulariser les autorisations de séjour ou de travail.

Assistance sociale — Aide pour le travail, en particulier, reclassement des intellectuels réfugiés sous forme de bourses de fin d'études, bourses de chercheurs, ouverture d'un „chantier de travailleurs intellectuels” dans le cadre du ministère du travail.

Assistance morale — Liaisons effectuées entre étrangers et Français; à certains moments, réunions, invitations ou vacances dans des familles.

Assistance matérielle — Aide en argent ou en nature, hébergement, création d'une Maison de Vieillards. Cette maison est une des nombreuses maisons de retraite, créées en partie avec les fonds de l'O.I.R., pour les vieillards. Les prix de journée sont servis par le gouvernement français.

Immigration proprement dite — A titre d'exemple, 640 vieillards réfugiés provenant des camps d'Allemagne, d'Autriche, de Trieste et 11 vieillards de Shanghai introduits en France par nos soins et placés chez les Petites Soeurs des Pauvres.

Etablissement rural de 11 familles banataises en Vaucluse, de quelques familles allemandes dans la Drôme, d'autres plans en préparation.

L'activité en faveur des „immigrés économiques” est, à première vue, moins importante, étant donné qu'ils viennent avec un contrat de travail et qu'ils rencontrent moins de difficultés que les réfugiés. Cependant, il importe de signaler une aide efficace sur le plan administratif et social d'une part, d'autre part, surtout en certaines régions, effort pour aider les immigrés italiens à s'intégrer dans la population française.

Enfin, depuis quelques mois, une aide spéciale a été organisée pour aider les étrangers, surtout les réfugiés sous mandat, à se loger convenablement et en particulier, à acquérir en propriété des logements neufs dotés de confort. A l'origine, cette nouvelle activité a été permise grâce à une subvention du Don Ford, obtenue par l'entremise de la N.C.W.C.

L'EMIGRATION

La France est également un pays d'émigration. Ces émigrants sont soit des Français, soit des réfugiés entrés en France clandestinement, ayant bénéficié du droit d'asile, et qui n'ont pu y trouver un travail en harmonie avec leurs capacités.

Les réfugiés qui n'ont pu s'installer en France ont pu émigrer outre-mer ces dernières années, grâce au „Fonds de prêt pour Migrants”, mis à la disposition du Secours Catholique par le Secrétariat Général de la C.I.C.M. A titre d'indication, en 1952, 87 personnes, en 1953, 94 personnes, en 1954 (premier trimestre) 16 personnes, surtout pour: Amérique du Sud, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande.

Les Français s'expatrient rarement. Cependant, de certaines régions surpeuplées, en particulier de Bretagne, on en compte un certain nombre qu'on peut évaluer à environ 3.000 par an pour le Canada et 1.000 pour les autres parties du monde.

Telles sont, en résumé, les grandes lignes de la situation en France sur le plan de la migration.

GERMANY

von FRIEDRICH FRÖHLING S.A.C.

In Deutschland ist die Auswandererbetreuung durch Beschluß der Bischofskonferenz dem St. Raphaels-Verein übergeben. Dieser Verein ist die älteste katholische Auswanderer-Organisation der Welt. Gemäß der deutschen Gesetzgebung darf die Beratung von Auswanderungswilligen nur von gemeinnützigen Organisationen getätigt werden, die staatlich anerkannt sein müssen. Daher hat der St. Raphaels-Verein nicht nur die kirchliche, sondern auch die staatliche Anerkennung.

Die Tätigkeit des St. Raphaels-Vereins ist durch das Zahlenbild von 1953 treffend gekennzeichnet. Für dieses Jahr verzeichnet die Statistik 58.645 Personen, die sich erstmalig an die Beratungsstellen des Vereins wenden. Dazu kommen noch 38.942 Personen, die über die Beratung hinaus die Hilfe des Vereins bei der Durchführung des Verfahrens, bei der Vermittlung von Existenzen im Ausland oder zur Beschaffung eines Kredites erbat. Von diesen Personen kamen jedoch nicht alle zur Auswanderung. Das Bundesamt für Statistik in Wiesbaden gibt für das Jahr 1953 eine Auswanderung von 60.933 Personen aus der Bundesrepublik an. Nach den Schätzungen des St. Raphaels-Vereins dürften davon etwa 28.000 Katholiken sein. Aber nur ein Teil der katholischen Auswanderer konnte vom St. Raphaels-Verein erfaßt werden, nämlich bei religiöser Betreuung 13.999 Personen, bei Existenzvermittlung, sei es im Rahmen eines Regierungsprogrammes oder durch katholische Organisationen, 8.051 Personen und bei Vermittlung von Darlehen 2.100 Personen. Der St. Raphaels-Verein unterhält zur Betreuung dieses großen Personenkreises von Auswanderungswilligen in Deutschland 26 Beratungsstellen, 3 Hauptstellen und 1 Generalsekretariat. Die Zahl der ausgewanderten Katholiken zeigt, daß noch ein

weites Apostolatsfeld brach liegt. Die Beratungsstellen sind von den Ratsuchenden und den Hilfsdiensten bei den Auswanderungsvorhaben aber bereits völlig überlastet. Eine Vermehrung oder eine Vergrößerung einzelner Beratungsstellen ist aus finanziellen Gründen nicht möglich.

Die Belastung der Beratungsstellen liegt nicht nur in der Zahl der Hilfesuchenden, sondern auch ganz besonders in den komplizierten Auswanderungsverfahren. Der einzelne Auswanderer findet sich durch das Gestrüpp der Bestimmungen kaum allein durch und ist daher genötigt, die Hilfe der Beratungsstellen weit über den Rahmen des früher üblichen in Anspruch zu nehmen.

Die mangelhafte Hilfe bei Existenzbeschaffung in den Einwanderungsländern durch katholische Organisationen läßt die Auswanderung von vielen guten katholischen Familien zum Scheitern bringen.

Ganz besonders macht sich das Fehlen eines internationalen katholischen Fonds zur Vergebung von Darlehen an Auswanderer bemerkbar. Nur durch einen solchen internationalen Fonds könnte die Auswanderung noch für viele Katholiken, die auswandern wollen, ermöglicht werden. Der Ruf des St. Raphaels-Vereins geht daher dahin:

1. weitgehende Mitarbeit oder Hilfe katholischer Organisationen in den Einwanderungsländern zur Beschaffung von Existenzen möglichst zu machen,
2. die Aus- bzw. Einwanderungsverfahren so einfach wie nur möglich zu gestalten,
3. einen Versuch zu machen, den Internationalen Katholischen Wanderungsfonds für Darlehen aus dem Improvisorium des Nationalen herauszubringen und zu einem echten internationalen katholischen Fonds zu gestalten.

IRELAND

by Mr. H. GRAY

I am happy to be able to address you here to-day as the representative of His Grace, the Most Reverend John C. McQuaid, Archbishop of Dublin, and Primate of Ireland whose interest in emigration problems is already well known to I.C.M.C. The Catholic Social Welfare Bureau in Dublin, founded by His Grace the Archbishop in 1942, has four Sections one of which deals exclusively with the welfare of Irish emigrants. The Bureau has submitted to the Congress a full report and it would not be possible in the time now at my

disposal to refer to all the aspects of Irish emigration dealt with in that report. I think it will be more useful if I merely mention briefly some of the main circumstances which distinguish Irish emigration from the emigration problems of many of the countries represented at this Congress.

Ireland has for many centuries sent its emigrants to different parts of the world. Our early emigrants included missionaries to continental Europe itself. We realise that Irish emigration has been a source of

strength to the Church. If proof of Ireland's contribution to Catholicism in other lands is needed, it is to be found even in the list of participants in this Congress. There is only one delegate from Ireland yet Ireland has many representatives here. Those who have come on behalf of other lands include many names of persons of Irish birth or parentage. We are happy that it should be so and we are happy too that Ireland can still contribute so much to the missionary efforts of the Church but we differ from most of the European countries represented here in that we do not seek to foster emigration as a solution to population pressure.

The population of the present Republic of Ireland — I do not wish to become involved in issues which do not concern this Congress but for statistical purposes I must be specific — totals just under 3 millions and is less than half the equivalent figure of little more than a century ago. The population has been more or less static for the past quarter century. Its static character is due to emigration. The marriage rate in Ireland is one of the lowest in the world and the country also has a late average marriage age but there is a high average of births in proportion to the number of married women. There is therefore a high population reproduction rate as is demonstrated by one of the charts which Professor Zeegers has prepared for this Congress. The continuance of large scale emigration is, however, offsetting the natural increase in the population.

It is thus easily understood that instead of emigration being a national objective there is a common desire in Ireland to reduce this constant draining away of the entire natural increase in population. Much effort is being devoted to economic development and increase in employment potential towards that end. That there should still be a high emigration rate is due to many causes, prominent amongst them being the tradition of emigration. We differ too from many European countries in that few of our emigrants go to overseas countries. There

is now but a trickle of emigrants to the United States, Canada, Australia and New Zealand to which many thousands formerly emigrated. The main flow of emigration is now to Great Britain and no change in that position is to be anticipated in the near future.

Emigration from Ireland to Great Britain presents many special problems for attention. The population of the Republic of Ireland is almost entirely Catholic and the facilities for, and standard of, religious education are excellent. The Irish Catholic boy or girl grows up, however, in an atmosphere in which there is rarely need to engage in controversy in defence of religious beliefs and is, in a sense, unprepared for the non-Catholic environment to be encountered in the country of immigration. Specific preparation for emigration is made virtually impossible by the physical facility with which emigration can be undertaken. I refer in particular to the absence of any control of movement between the two countries and the shortness of the journey. These factors, too, tend towards a more casual approach to the decision to emigrate.

These are but a few of the difficulties inherent in the pattern of Irish emigration. The matter is more fully treated in the written report which is before the Congress. But they will serve to illustrate why the Catholic Social Welfare Bureau, through my association with which I have the honour of addressing you as the representative of His Grace the Archbishop of Dublin, has since its formation devoted its efforts primarily strengthening of liaison between the Irish parochial clergy and the parochial authorities abroad. The Bureau considers that it is by the formation of such a link that it can best serve to secure the religious welfare of Irish emigrants. Time will not permit of a more detailed description of the Bureau's work. It must suffice to say that over the past 12 years help has been given to over 70,000 emigrants. It is hoped to extend similar help to even more of our emigrants in the future.

INDIA

on behalf of the Catholic Bishops' Conference of India, father F. Coutinho read a letter written
by His Grace Archbishop Thomas Pothacamury

ON BEHALF OF THE CATHOLIC BISHOPS' Conference of India, I am deputing the Rev. Fortunato Coutinho, a priest of the Archdiocese of Bangalore, who is completing his fourth year course of Canon Law in Louvain University, to the General Conference and the Congress of the International Catholic Migration Commission to be held in Breda from September 13 to 17, 1954.

The Catholic Bishops' Conference of India supports whole-heartedly your efforts for the resettlement of the surplus population in various parts of the world. Following the partition of India, the migration of some millions of people from Pakistan to India and from India to Pakistan created great problems to our countries. Our Prime Minister, Pandit Jawaharlal Nehru, handled the question with courage and

determination. Some millions of rupees were spent on these migrants, and facilities afforded to them for acquiring property and securing suitable occupations. Catholics, however, were not seriously affected by the exchange of population. The immigration of Catholics did not assume serious proportions.

A large number of Catholic labourers, skilled and unskilled, and some educated persons used to go to Burma, Malaya and Ceylon in search of employment, and to settle down in these countries. At the present day, however, the Governments of these countries do not look favourably on the entry of Indian citizens into their lands. After the War, this problem became more acute; many Indians returned to their homeland from Burma. Those who have already

emigrated, received every possible spiritual assistance and help which the Bishops and priests could render them. Many of the Indian Catholics in Malaya and Burma improved their social and economic condition greatly.

We feel sure that the deliberations of the Congress in Breda will result in the adoption of some practical measures for the care of those who migrate from one country to another.

Yours sincerely

(sd) THOMAS POTHAM CAMURY
Archbishop of Bangalore
General Secretary, Catholic Bishops'
Conference of India

ITALY

par Dr F. STORCHI

La situation de l'Italie au point de vue de l'émigration est toujours grave.

En effet, l'Italie après la guerre a dû enregistrer une moyenne de 1.500.000, ou 2.000.000 de chômeurs, auxquels il faut ajouter au moins 2 ou 3 millions de travailleurs occasionnels ou insuffisamment rétribués. Les causes de cette situation, dérivée de la structure économique de notre pays, du fascisme et de la guerre, ont déjà été exactement exposées dans le rapport clair et documenté de Mr. Gibson qui a conclu en disant que l'économie italienne a actuellement une surcharge de presque 3 millions de personnes.

Ici nous désirons seulement souligner que l'effort accompli par le Gouvernement en ces années et l'aide de l'émigration ont permis d'occuper chaque année dans le Patrie ou à l'étranger 3 à 400.000 travailleurs, et cela en correspondance avec l'augmentation de la population italienne qui peut être évaluée en moyenne à 3 ou 400.000 habitants par an. Cela a été possible par le moyen:

1. d'une action générale de reprise et de réorganisation de la vie économique de notre pays.
2. de vastes plans de travaux publics spécialement dirigés vers la réparation des dommages de guerre, la reconstruction des maisons, etc.
3. d'une grande oeuvre pour l'industrialisation du Sud de l'Italie et des Iles.
4. des déplacements intérieurs de nos populations pour faciliter leur emploi et leur travail.

De la part du Gouvernement, de remarquables efforts au point de vue de la qualification professionnelle des travailleurs ont été accomplis: on a institué des centres d'apprentissage, des chantiers de travail, des écoles professionnelles, etc. . . .

Mais tout cela n'a pas été et n'est pas suffisant pour résoudre le problème du travail des grandes masses du peuple italien. Une situation assez grave s'est ainsi établie en Italie, et les communistes l'exploitent pour alimenter le mécontentement parmi le peuple. C'est pour cela que l'Italie doit de plus en plus recourir à l'émigration. Nous sommes tout à fait d'accord avec ce que le Prof. Zeegers a exposé avec tant de compétence par rapport aux caractéristiques des émigrations actuelles, et cherchons par tous les moyens à nous y conformer. Cependant l'émigration italienne reste fondamentalement l'émigration d'un pays surpeuplé, et par conséquent d'un pays qui a un excès de main-d'oeuvre non qualifiée.

L'émigration italienne pourra donc se développer davantage chez les travailleurs agricoles, mais naturellement, sans exclure l'artisanat et l'industrie au fur et à mesure qu'il y aura des travailleurs qualifiés. Mais c'est surtout du caractère d'émigration familiale que l'Italie se préoccupe, et nous estimons que ce caractère correspond aussi aux intérêts des pays d'immigration.

La Giunta Cattolica Italiana, qui coordonne les activités des différentes associations catholiques dans le champ de l'émigration, a travaillé dès le début dans cette direction, aidant chaque individu, chaque groupe ou chaque famille qui désire émigrer dans un pays déterminé.

Nous remercions de tout notre coeur l'Episcopat et les catholiques des différents pays, — surtout ceux des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, — pour ce qu'ils ont fait dans le but de favoriser l'émigration italienne. Nous souhaitons qu'il soit possible de faire encore davantage. Ainsi que le Sous-Secrétaire aux Affaires Etrangères du Gouvernement italien a déjà

dit à notre Congrès, — nous avons la conviction qu'aider l'Italie à résoudre le problème de son émigration, — non seulement avec des critères économiques mais aussi avec une plus vaste évaluation sociale et humaine, — c'est donner une contribution valide et concrète à la tranquillité et à la paix parmi les peuples.

Pour atteindre ce but la collaboration fraternelle qui nous a été assurée jusqu'ici par les catholiques des pays d'immigration doit être développée et poussée au maximum. Nous sommes certains que dans cette collaboration réside la condition essentielle, l'élément indispensable de la réussite de notre émigration.

MALTA

by Mr. M. CARUANA

With an area of about 120 square miles and a population of 320,000 — over 2,600 to the square mile — Malta is the most densely populated part of Europe. Malta may be described: a) as a small country with a 100 per cent Catholic population; b) as the smallest country in Europe with the greatest population problem.

Malta's interest in emigration problems is therefore twofold: a) The solution of its economic difficulties; b) The spiritual welfare of its emigrants, that the gift of the Faith of our fathers may continue to flourish to the benefit of mankind.

Though a decline in the birthrate has been observed in the last ten years from 40.5 per 1000 in 1944 to 28.3 per 1000 in 1953 — in part due to the number of young people who have emigrated in the last ten years — still the birthrate in Malta is one of the highest in Europe.

Malta has no natural resources. The value of the imports is over £ 20,000,000 of which £ 2,000,000 are re-exports. Against these imports the exports of local produce are to the value of only about £ 800,000.

Malta's strategic importance has provided employment far beyond the capacity of its natural resources, but the employment in the Dockyard, with the Services, and in all other sources of employment cannot cope with the ever increasing population.

At present a policy of full employment has been possible in a relative sense on account of the programme of reconstruction of the bombed out areas, but the problem of providing employment for all will reach a crisis in two or three years time, when the War Damage Fund will be exhausted.

It is estimated that in the near future some 60,000 persons will be surplus to the economy of the Island. In the past, thousands of Maltese had established themselves in Egypt, Tripolitania, Tunisia, Algeria,

The United States of America, Canada and Australia. Catholic communities of several localities in Tunisia and Algiers, still under the spiritual care of the Maltese Augustinian Fathers are of Maltese origin. The Maltese community in Egypt (cared for for long years by the Maltese Franciscan Fathers) was up to recent years one of the best organised communities. Several other groups in Australia and Canada and the U.S.A. still flourish in their adopted country which they have served most loyally. Secular and regular priests from Malta have dedicated themselves to the service of our emigrants; to the benefit also of emigrants from other countries.

After the last war, a new drive to encourage emigration from the Island was initiated by the Government of Malta and about 40,000 have since emigrated principally to Australia, the U.S.A., Canada and the United Kingdom.

The new emigration drive, under the leadership of the Archbishop of Malta, Mgr. Michael Gonzi, found the whole-hearted support of the Church. Maltese priests have accompanied the emigrants and settled with them in the country of adoption. The Maltese Franciscans, Carmelites and Augustinians are rendering a great service. The Society of St. Paul, founded in Malta with the scope of helping the emigrants, has succeeded in establishing a mission house in Melbourne and the first group of Maltese nuns have established themselves in Mackay.

In the same spirit was formed the Malta Catholic Action Emigrants Commission. Entrusted to the Emigrants Commission is the organization of the Emigration Day, the Emigrants Families Association, the publication of a quarterly magazine „Lil-Hutna” for Maltese abroad, which is also the organ of the Maltese Lay Apostolate organized among several Maltese communities abroad.

SPAIN

par M. PIEDRA FERNANDEZ

C'EST UNE GRANDE SATISFACTION POUR NOTRE organisation, qui est une organisation espagnole et catholique, d'être appelée à jouer un grand rôle dans le mouvement catholique de secours aux émigrants et de pouvoir constater que tous les pays du monde ont adopté l'idée, qui a jadis animé nos premiers conquistadores, d'envoyer aux autres pays non seulement des personnes physiques, mais aussi des ménagers de la foi et de la culture chrétienne. Actuellement notre pays ne connaît pas de problème de migration et l'Etat espagnol n'est pas désireux de voir émigrer une partie de sa population. Cependant bien qu'il n'existe aucune propagande en ce

sens et qu'en beaucoup de pays des restrictions soient posées à l'entrée des immigrants, 50.000 Espagnols s'embarquent chaque année pour les divers pays sudaméricains.

Pour les motifs qui viennent d'être mentionnés nous n'avons pas d'émigration organisée. Nous nous efforçons néanmoins de contrôler l'émigration libre et de donner, à ceux qui veulent émigrer une préparation adéquate qui leur permette de se développer normalement dans le pays de leur choix.

Nous désirons donc présenter à ce Congrès une série de données qui, à cause de la fondation récente de notre organisation, ne sont encore que des projets.

UNITED STATES

by Rt. Rev. Msgr. EDW. E. SWANSTROM

HISTORY OF U.S. IMMIGRATION

THE HISTORY OF IMMIGRATION TO THE UNITED States may be divided into four periods: 1. the colonial period, extending from the first settlement of the North American colonies to the end of the Revolutionary War in 1783; 2. the period of „free immigration”, 1783—1830, during which no attempt was made by any governmental agency to regulate the entry of people; 3. the period of state control, 1830—1882, during which the states, especially those on the Atlantic seaboard, legislated concerning immigration, each in its own way and according to its own interests and views; 4. the period of federal control, beginning in 1882.

From early times the country's increasing population reflected not only the natural increase of those already in the country, but the effects of immigration. In 1640 the population of the colonies was 25,000 and in 1699 about 200,000. In 1743 the million mark was passed. When the first census was taken in 1790, the population was almost four million. By 1820 it had increased to more than nine and one half million.

AMERICAN IMMIGRATION LEGISLATION

It was not until August 3, 1882 that Congress enacted the first general law regulating immigration. This excluded paupers, criminals and other aliens undesirable because of health condition or former penal service, formalized procedures for the admission of immigrants and introduced a head tax of

fifty cents. The same year saw the enactment of the first Chinese exclusion law, which with several extensions in subsequent years, remained on the statute books until repealed on December 17, 1943. Alien contract labor was prohibited on February 26, 1885. In 1891 new legislation provided for the exclusion of additional categories of aliens on health grounds and of persons convicted of crimes involving moral turpitude; the solicitation of labor abroad was also forbidden.

In 1921, the United States made a drastic change in its immigration policy. Up to that time practically any person who was in good physical and mental health, not illiterate, of good moral character, and not racially ineligible for naturalization could enter the country. During the war a reaction against immigration set in which led to a widespread demand for restriction. It was largely due to the belief that the country had been admitting immigrants more rapidly than it could assimilate them and to the fear that following the war the country would be swamped with immigrants desiring to escape the distress in Europe. Accordingly in May, 1921 Congress enacted a law restricting the number of immigrants who might enter. Because it assigned each country, except in the Western Hemisphere, a definite quota, the act is known as the Quota Act. Though meant as an emergency measure, the Quota Act remained in force about three years, from June 3, 1921 to June 30, 1924. In 1924 Congress enacted a permanent act, the Immigration Act of 1924, which went into effect July 1st and which together with

the Act of February 5, 1917, regulated immigration until the effective date of the new Immigration and Nationality Act, December 24, 1952.

IMMIGRATION QUOTAS

Since 1921 the United States has had four sets of quotas. The „quota” for a country is the number of quota immigrants permitted to enter each year from that country. In general, only persons *born* in a country may be counted under its quota; birthplace, not citizenship and not residence, determines under what quota an alien belongs.

The first set of quotas — those in force between June 3, 1921 and June 30, 1924, under the first quota act — were based on the 1910 census and were equal to three percent of the number of foreign born persons of a given nationality resident in continental United States in 1910. The total was 357,803.

The second set of quotas — those in force between July 1, 1924 and June 30, 1929 — were based on the 1890 census and were equal to two percent of the number of foreign born persons of a given nationality living in continental United States in 1890. The total was 164,667.

The third set of quotas — the so-called „national origins quotas” — were in effect between July 1, 1929 and December 31, 1952. The annual quota for any country or nationality had the same ratio to 150,000, as the number of inhabitants in continental United States in 1920 having that national origin had to the total number of inhabitants in continental United States in 1920. In computing the number of inhabitants in the United States in 1920, the following were not counted: immigrants from the Western Hemisphere and their descendants; aliens ineligible to citizenship and their descendants; and the descendants of slave immigrants and American aborigines. The minimum quota of any nationality was fixed at 100. Because of these minimum quotas, the total quotas — 154,277 at the present time — have exceeded the 150,000 specified in the Immigration Act of 1924.

The fourth set of quotas — which went into effect on January 1, 1953 — are those fixed by the new Immigration and Nationality Act. Under it the annual quota for any quota area is one-sixth of one percent of the number of inhabitants in Continental United States in 1920 — as above computed — attributable by national origin to such quota area. The purpose of this new formula was not to change the quotas — actually they are almost identical with the previous ones — but to simplify the mathematical calculations involved. Total quotas, beginning January 1, 1953, are 154,657, an increase of 380 over those previously in effect.

In addition to those permitted to enter the United States on a quota number many thousands enter as non quota immigrants. For example, the quotas

permit a total of 154,657 to enter the country, however, the number of non-quota immigrants entering in the last year was 114,079. These include natives of the Western Hemisphere and foreign wives and husbands of United States citizens.

LEGISLATION SINCE 1924

In the 28 years between the enactment of the Immigration Act of 1924 and the new Immigration and Nationality Act in 1952, Congress made many amendments to U.S. immigration laws, but none that altered the basic outlines of the immigration system. In 1948 it passed the Displaced Persons Act. As amended in 1950, this permitted 341,000 displaced persons and 54,744 refugees and expellees of German ethnic origin to come to the United States, despite current quota limitations, by charging them against future quotas. The Internal Security Act of 1950 amended our immigration and naturalization laws by introducing a number of important provisions first proposed in the omnibus bills which later became the Immigration and Nationality Act. These provisions were in general designed to tighten security requirements against subversive aliens and included a requirement that applicants for citizenship must be able to read and write English, in addition to speaking it.

On August 7, 1953, the Refugee Relief Act of 1953 entered into force. This Act permits the entry into the United States of 209,000 refugees, expellees and nationals of overpopulated countries.

NATURALIZATION AND RACE

The provision in the Immigration and Nationality Act that „the right of a person to become a naturalized citizen of the United States shall not be denied or abridged because of race” represents an historic advance. It marks the culmination of a process which step by step has eliminated racial discriminations from our naturalization laws. America’s First Congress in 1790 limited naturalization to „any alien, being a free white person”. Following the Civil War, Congress in 1870 extended naturalization to „aliens of African nativity and to persons of African descent”. The Nationality Act of 1940 included descendants of races indigenous to the Western Hemisphere, chiefly American Indians and Eskimos. In 1943 Chinese were made eligible to naturalization, and in 1946 this right was extended to Filipinos and to persons of races indigenous to India. The Immigration and Nationality Act eliminates the remaining racial discriminations and has the distinction of making all races equally eligible to naturalization and citizenship.

ADMINISTRATION

The administration of U.S. immigration and naturalization laws has undergone many changes. Before

the enactment of the first general immigration law of August 3, 1882, there was no federal agency charged with supervision of immigration. Since 1882, when the Federal Government assumed control, a number of different executive departments have in turn been involved.

On June 14, 1940 the Immigration and Naturalization Service was transferred to the Department of Justice where it has since functioned under the authority and direction of the Attorney General. The Central Office of the Service is located in Washington and employs some 1,200 men and women. For immigration purposes the United States is divided into 16 districts. The 16 district offices and some 140 sub-offices are staffed by more than 6,000 persons.

In addition to the Department of Justice, the Department of State and the United States Public Health Service are also involved in the administration of the immigration laws. American consulates, under the Department of State, have played an increasingly important role in regulating the admission of aliens into the United States ever since July 26, 1917, when the Department of State and Labor issued a joint order prohibiting the entry of an alien unless he possessed a duly visaed passport. Under the Immigration Act of 1924, American consuls were made

directly responsible for seeing that the number of immigration visas issued during a year did not exceed the limit fixed by law and also that visas were not issued to aliens who were inadmissible under the law.

The United States Public Health Service — has for many years been responsible for the medical examination at ports of entry of persons applying for admission to the United States and for certifying those found to be inadmissible because of mental or physical defects. In addition, since 1925 the Public Health Service has assigned examining physicians to a number of American consulates in Europe, Canada and Mexico to examine visa applicants and make sure that those who are physically or mentally defective are not granted immigration visas.

The Immigration and Nationality Act began a new chapter in the history and administration of American immigration laws.

There are many Americans who feel that the „quota” system is un-American, in that it is based on the theory of „racial superiority”, but all efforts to find an immigration policy which will be accepted by United States citizens as a whole, and is fair to all groups seeking admission, have so far been unsuccessful.

VENEZUELA

par Monseigneur L. HENRIQUEZ

Le Venezuela est un pays d'immigration. Avec une superficie d'environ 1.000.000 kilomètres carrés et une population d'à peine 5.000.000 d'habitants (5 habitants par kilomètre carré), il dispose d'une très grande capacité de réception migratoire.

Il faut cependant tenir compte des possibilités économiques. Quelques industries, aux mains de compagnies étrangères, ont atteint un développement maximal (le pétrole, le fer); d'autres se trouvent en plein essor, d'autres enfin ne peuvent donner qu'un rendement limité à cause de la capacité réduite du marché intérieur. C'est pourquoi le Venezuela est obligé de contrôler l'immigration et de n'en augmenter le volume que progressivement, pour que le pays puisse absorber les immigrants normalement, sans tensions économiques.

C'est pourquoi l'émigration au Venezuela est soumise à des conditions bien définies. En premier lieu, on peut entrer dans le pays avec un *visa d'immigrant*, qui garantit une protection spéciale du gouvernement. Ce visa d'immigrant n'est délivré qu'à ceux:

1. qui ont été sélectionnés par les missions d'immigration gouvernementales, qui travaillent en Espagne, en Italie et en Allemagne;

2. qui ont été invités par de proches parents déjà installés au Venezuela, qui doivent alors faire eux-mêmes les démarches nécessaires pour l'obtention du visa;

3. qui le reçoivent par l'intermédiaire du I.A.N. (Institut Agricole National).

Le nombre d'immigrants qui entrent le pays avec un visa d'immigrant est très restreint; 3599 en 1952; 6212 en 1953; 3180 en 1954.

Une autre manière d'entrer dans le pays est d'y entrer comme *résident*, moyennant licence du Ministère de l'Intérieur à Caracas, qui n'est accordée que sur présentation d'un contrat de travail spécial ou sur invitation de parents, qui se portent financièrement garants (cette dernière condition ne doit pas être entendue dans un sens trop étroit; les parents ne sont en effet tenus à aucune déclaration d'inventaire de leurs biens). De cette manière sont entrés dans le pays en 1952 23891 immigrants; en 1953 26724; en 1954 13055.

Mais la très grosse majorité des immigrants au Venezuela entrent dans le pays avec un visa de *transit*, valable pour une durée de six mois ou d'un an, que les consuls peuvent délivrer sans que ne soit produit ni contrat de travail ni invitation de parents.

De cette manière sont entrés dans le pays en 1952 45767 personnes; en 1953 26724 et en 1954 13055. Parmi ces „transeutes” quelques-uns ont des parents au Venezuela, qui peuvent les aider les premiers temps de leur séjour. Mais la plupart d'entre eux n'ont pas cet avantage, ce qui rend leurs débuts très précaires.

C'est la tâche primordiale de notre bureau d'assister ces transeutes sans parents. Des 1611 personnes, qui ont été enregistrées par notre bureau pour la première fois, pendant le premier semestre de 1954, 1239 appartenaient au groupe des transeutes. Pendant cette même période un total de 4991 personnes se sont présentées à notre bureau. Pour 1138 d'entre elles le bureau a pu trouver du travail (en 1953 1184). Dans notre bureau, on s'efforce de donner à l'immigrant une assistance sociale, juridique et — en cas de nécessité — médicale. On étudie ses problèmes individuels et cherche des solutions adéquates. Une de nos tâches est, par exemple, de découvrir le domicile actuel des immigrants quand leurs parents ont perdu le contact avec eux.

Ce n'est que dans la capitale qu'un bureau d'immigration a pu être créé. Dans les autres villes du pays aucun bureau ne fonctionne efficacement pour des raisons qui ne peuvent être mentionnées ici.

L'assistance spirituelle a été confiée aux aumôniers des différentes nationalités (Italiens, Polonais, Hongrois, Croates, Ukrainiens et Maronites).

Dans toutes les capitales des Etats du Venezuela, et à Caracas presque dans toutes les églises et paroisses, il y a des prêtres qui parlent l'italien. Quelques groupes nationaux possèdent un périodique dans leur propre langue.

Il serait possible de développer l'assistance sociale et religieuse, si l'on disposait de plus de prêtres qui puissent se consacrer spécialement aux immigrants ou encore de religieuses qui leur soient exclusivement dévouées. A cause de difficultés sérieuses qui

ne peuvent être discutées ici, il ne peut être question d'ériger au Venezuela des paroisses nationales pour les immigrants. Mais sous forme de *Missio cum Cura animae* l'assistance spirituelle pourrait encore s'intensifier très largement.

Conclusions.

1. Le Venezuela peut recevoir un grand nombre d'immigrants mais graduellement, et jamais en compactes masses.

2. Les organisations catholiques ne sont à même de faire venir des immigrants que dans des cas spéciaux et limités. En vertu de la législation en vigueur l'immigration est confiée exclusivement aux instances gouvernementales et la médiation de notre bureau repose entièrement sur la collaboration bienveillante de l'Etat.

3. Le plus grand problème est celui que posent les transeutes et spécialement les Italiens, qui sans parents et sans moyens financiers, sont forcés de vivre dans des conditions déplorables pendant les premiers mois de leur séjour.

C'est pourquoi il est nécessaire que soient prises des mesures immédiates et efficaces dans le pays d'origine, afin d'éliminer les immigrants munis du seul visa de transit.

L'Eglise de son côté met tout en oeuvre pour rendre la situation supportable. Etant donné ces circonstances il est à recommander que les groupes nationaux se réunissent en associations. Les Italiens en ont fondé plusieurs, mais elles se sont avérées peu viables.

4. Nous sommes obligés d'intensifier l'action pastorale et sociale parmi les immigrants, mais nous manquons de personnel spécialisé. Ce qui serait le plus nécessaire, ce sont des religieuses et quelques prêtres qui se dévoueraient exclusivement à cette forme d'apostolat.

FOR THE REFUGEES

by Rt. Rev. Msgr. J. KONCIUS

I will speak in the name of all those Eastern European nations now under Soviet oppression, whose people fled from their homelands to escape Communist persecution and terror.

The Eastern European nations, under Communist yoke, have been suffering for the longest period of time and their oppression still continues. The crimes committed against their religion, freedom and the natural laws are most horrible. Particularly the Catholic nations, such as Poland and Lithuania, have been cruelly afflicted and their crucifixion is known

to the Western civilized world. Millions of their people have been deported to forced labor concentration camps in Siberia. In order to save their lives, hundreds of thousands fled from their native countries to Western Europe, leaving behind their dearest relatives and all personal belongings. The majority came as refugees to Germany and Austria. All who emigrated overseas for permanent settlement have been very fortunate, but over 260,000 refugees still remain in Germany and more than 70,000 in Austria. Most of them, known as „hard core” cases,

are afflicted with tuberculosis and other disabilities. The problems of refugees, escapees and expellees are very well known to me because this is the fifth time since World War II that I am visiting their camps and studying their circumstances. Never have I seen so much hardship and despair as among these people. Since international aid given through UNRRA and IRO ceased, their condition became even more difficult and miserable. They were destitute when, in 1952, I visited their camps in Germany and Austria; they are destitute now. I found that big families receive aid from local governments amounting to about 50 pfennig per day (the equivalent of 12 U.S. cents). The aid given by the Austrian and German governments is insufficient, while the supplementary contributions of voluntary agencies, amounting to approximately 2 pounds of butter or other similar commodities per month, are very insignificant. Although the voluntary agencies are spending millions of dollars, their aid is ineffective, because it must be divided among several million people.

I can never forget several shocking incidents, encountered on my tour of the refugee camps. For example, in the camp Altona near Hamburg, a sickly mother tearfully begged me to take away her two

small children for adoption in the U.S.A., because she could not give them enough food. I noticed also that poor mothers cannot afford to buy milk for their children, so that big families receive only two glasses of milk per week. They can afford to eat meat only once weekly.

We Americans greatly enjoy drinking high quality Dutch milk. It would be a great help if the Netherlands Government or private organizations could send milk to the refugee children in Germany.

I appeal to all the nations of Europe and to the world in general, to render all possible aid to needy refugees, escapees, and expellees. Especially I plead to save the lives of their children.

In the name of these unfortunate people I express heartfelt gratitude to His Holiness Pope Pius XII, for his personal gifts as well as his appeals to the archbishops, bishops and all Catholics, urging to aid the refugees. Special gratitude belongs to American bishops for their effective help, given through the National Catholic Welfare Conference in relief and immigration problems. I also express appreciation to all those nations who rendered asylum to refugees in their countries. And I kindly thank the Chairman for giving me opportunity to speak in this Congress.

